



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

taux

Question écrite n° 20020

Texte de la question

Mme Marie-Josée Roig * attire l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le dispositif mis en place par la sixième directive européenne, modifiée le 22 octobre 1999, visant à autoriser les Etats membres de l'Union européenne à appliquer un taux réduit de TVA aux services à forte intensité de main-d'oeuvre. Depuis cette date, les travaux d'entretien réalisés par les entreprises du bâtiment dans les locaux d'habitation de plus de deux ans se voient appliquer un taux de TVA de 5,5 %. Afin de prolonger, voire de pérenniser ce dispositif, une décision communautaire doit être prise à l'unanimité des Etats membres. Le gouvernement français a exprimé à plusieurs reprises sa satisfaction face à un dispositif porteur de création d'emplois et de diminution du travail au noir. Cette mesure provisoire a permis, en trois ans, la création de quelque 50 000 emplois pour un surcroît de chiffre d'affaires de 1,5 milliard d'euros par an. La suppression de cette mesure en 2004 conduirait à la destruction de 80 000 emplois sur l'ensemble du territoire français. Elle lui demande de bien vouloir lui indiquer quelles actions le Gouvernement entend mener au niveau européen afin de permettre une reconduction de cette mesure.

Texte de la réponse

La directive communautaire n° 1999/85/CE du 22 octobre 1999 a autorisé les États membres à appliquer, à titre expérimental, pour une durée de trois ans, un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée à certains services à forte intensité de main-d'oeuvre. Cette expérience, qui permet à la France d'appliquer le taux réduit de la TVA aux travaux portant sur les logements achevés depuis plus de deux ans ainsi qu'aux services d'aide à la personne, expirait, en principe, le 31 décembre 2002. Pour permettre à la Commission européenne d'examiner les rapports d'évaluation transmis à l'automne dernier par les États membres qui ont mis en oeuvre l'expérimentation, le Conseil a décidé le 3 décembre 2002 de proroger le dispositif d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2003. Le rapport d'évaluation que la France a remis à la Commission fait clairement apparaître les effets bénéfiques de l'expérience sur l'emploi. Les emplois créés ont été estimés à environ 40 000 dans le secteur du logement et 3 000 dans le secteur des services à domicile. Les effets observés dans les autres pays de l'Union sont contrastés. Seule l'Italie indique qu'elle a constaté dans le secteur de la rénovation et de la réparation des logements, la création de 65 000 emplois. La proposition de directive du 16 décembre 2003 autorisant les Etats membres concernés à continuer d'appliquer pendant deux années supplémentaires (soit jusqu'au 31 décembre 2005) le taux réduit de TVA aux services à forte intensité de main-d'oeuvre a fait l'objet d'un accord politique lors du Conseil du 22 décembre. Cette prorogation est traduite en droit français par l'article 24 de la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003).

Données clés

Auteur : [Mme Marie-Josée Roig](#)

Circonscription : Vaucluse (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 20020

Rubrique : Tva

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 9 juin 2003, page 4388

Réponse publiée le : 24 février 2004, page 10322